

ALESSANDRO RUSSO : QUELQUES RÉPONSES

Je propose quelques notes suite aux observations et questions que vous avez amicalement soulevées à la lecture de la première partie de mon livre. Je me limiterai à cinq points qui me semblent les plus pertinents : l'attitude de Mao à l'égard du plan d'État ; les Cent Fleurs ; le « vent communiste » ; le choc politique de la Conférence de Lushan ; la controverse sur le drame historique *La Destitution de Hai Rui*.

Mao et le plan d'État

La question la plus originale que vous posez concerne la distinction entre le Grand Bond et les Communes populaires. Le premier, observez-vous, a été décidé dans le cadre d'un plan d'État, les secondes sont des inventions communistes, créées par les paysans eux-mêmes. Il s'agit d'une piste de travail importante.

L'horizon est celui du deuxième plan quinquennal. Lors de l'élaboration du premier plan quinquennal, il y avait eu une acceptation inconditionnelle de la planification soviétique, alors que le deuxième plan quinquennal est élaboré sur la base d'un certain nombre de distinctions importantes par rapport à son « grand frère ».

Mao participe activement à l'élaboration du plan. Au début du printemps 1956, il assiste à des semaines de réunions au niveau central et effectue plusieurs voyages d'enquête sur le terrain, visitant des usines et des coopératives agricoles, s'entretenant avec des dirigeants locaux à différents niveaux, essayant d'avoir une vision directe des problèmes.

Mao n'a jamais eu une confiance aveugle dans la planification d'État. Les nombreux textes de Mao entre 1956 et 1962 (une période cruciale faite de hauts et de bas, d'enthousiasme expérimental et d'inévitables revers) nous permettent de glaner quelques points-clés sur son attitude à l'égard du plan d'État. Pour Mao, le plan est une « nécessité » à mettre au service du projet politique communiste. Résumée à l'essentiel, dans les termes abstraits de la critique de l'économie politique, pour Mao, la direction de l'État sur l'économie est en fin de compte l'instrument de l'application de la loi de la valeur, et en même temps de sa limitation.

Un instrument incontournable et contradictoire. L'échange de biens, dit souvent Mao, doit être un échange de biens de valeur égale. C'est un point sur lequel Mao insiste beaucoup, surtout lorsque, dans le grand mouvement de création des Communes populaires, une partie des cadres de base et même une partie des masses paysannes vont jusqu'à penser que la loi de la valeur est dépassée et que l'échange de marchandises n'est plus nécessaire. Mao, quant à lui, répète souvent que la loi de la valeur doit rester un principe directeur. Le problème est de savoir comment l'appliquer et en même temps comment la limiter.

Sans la loi de la valeur, l'échange ne peut fonctionner, dans une situation où il y a une telle disparité entre l'industrie et l'agriculture, mais aussi entre les Communes riches et pauvres ou entre les brigades ou les équipes de production d'une même Commune. L'échange doit être un échange de marchandises, sinon il devient une réquisition arbitraire de produits agricoles.

D'autre part, **la loi de la valeur, l'échange à valeur égale**, est la condition même du capitalisme. Il s'agit donc de protéger la loi de la valeur tout en limitant la tendance spontanée à la dérive capitaliste de ce que Marx et Lénine ont appelé le « droit bourgeois ». Tel est le dilemme fondamental auquel Mao est confronté tout au long des deux dernières décennies.

En effet, la planification étatique ne peut limiter le droit bourgeois qu'en sanctionnant la propriété privée des moyens de production : en la niant. La limitation affirmative ne peut toutefois provenir que des inventions politiques communistes, ce qu'ils ont appelé les « nouvelles choses socialistes » en Chine.

Quant au caractère « étatique » du Grand Bond, il y a certainement un plan quinquennal à l'horizon, avec son pedigree soviétique ; mais il s'agit, du moins dans l'attitude de Mao, d'un plan d'État « modifié » par une ouverture expérimentale, un appel à l'inventivité politique des masses et un rejet de toute imitation servile de l'URSS.

En ce sens, le climat du Grand Bond est un terrain propice à la création de Communes Populaires. Bien sûr, les Communes ne sont pas le résultat du plan. Mao le dit clairement : nous ne les avons pas

prévues, elles ont été inventées par les paysans d'une région très pauvre, aux conditions matérielles particulièrement difficiles. C'est une nouveauté à laquelle il accorde presque immédiatement une grande attention et qu'il demande à la direction du parti de suivre. Tous les principaux dirigeants centraux vont voir comment fonctionnent ces premières Communes.

Bien que les Communes populaires n'aient en aucun cas été « planifiées », elles ont cependant été favorisées par la volonté d'une grande mobilisation populaire, qui était alors un point-clé de la ligne politique de Mao. La décision d'approuver l'invention des Communes populaires s'inscrit ainsi dans l'horizon des possibilités que le Grand Bond avait implicitement prévues, ou du moins en principe admises : l'ouverture à l'expérimentation politique de masse.

Mao soutient souvent que **ces inventions collectives** doivent être menées de manière expérimentale. Ne suivant pas de modèles prédéfinis, elles impliquent nécessairement des erreurs, et ces erreurs peuvent et doivent être corrigées par les masses elles-mêmes ou par les cadres de base qui les ont comises. Contrairement à l'image courante d'un despote utopiste éloigné des conditions réelles, Mao souligne toujours que l'invention politique est indispensable, mais que la rectification constante de ces inventions l'est tout autant. Il ne manque pas d'un solide principe de réalité.

Les Cents Fleurs

Une condition préalable fondamentale à cette dialectique expérimentale d'inventions et de rectifications est un climat de large démocratie de masse, comme Mao l'a toujours soutenu avec conviction. Avec la campagne des Cent Fleurs, et surtout avec le thème des « contradictions au sein du peuple », l'objectif principal est de stimuler les capacités politiques de chacun, dans le sens d'une pluralisation potentiellement illimitée des voix et des initiatives politiques. Cent fleurs et cent écoles, parce qu'une seule fleur, celle du parti communiste, ne suffit pas. Mao dit littéralement à ceux qui prônent la censure préventive : « nous voulons que les gens pensent par eux-mêmes ». « Cent écoles » signifie les nombreuses possibilités idéologico-politiques auxquelles le parti communiste doit faire face. S'ils nous critiquent, dit Mao, tant mieux : cela signifie que nous apprendrons de cette critique, que nous saurons comment y répondre et qu'en répondant à cette critique, nous affinerons nos compétences dialectiques rationnelles.

D'autre part, Mao est conscient que les Cent Fleurs ne suscitent aucune sympathie de la part de la direction du parti. Selon lui, pas plus de 10 % de la direction centrale est d'accord, le reste étant hostile ou profondément sceptique. Les Cent Fleurs connaissent immédiatement **un démarrage difficile** et Mao admet que sur les cent fleurs, une douzaine au plus ont fleuri.

On dit généralement qu'il s'agit d'un stratagème visant à faire émerger des positions de droite et à les supprimer ensuite. La campagne des « Cent fleurs » est effectivement fermée par une « campagne anti-droite ». Comment expliquer un revirement aussi radical ? Le fait que très peu des Cent Fleurs aient fleuri, et qu'il en a été de même pour les Cent Écoles, signifie que la poussée de la démocratie de masse a été contrecarrée par les cadres du parti, tant au niveau central que local.

Ce qui se passe probablement en 1957, c'est que les Cent Fleurs sont réduites à un affrontement entre seulement deux fleurs : une vieille élite politique et intellectuelle, disons bourgeoise, datant d'avant 1949, et la nouvelle élite constituée par les cadres du parti communiste. C'est peut-être une perspective un peu trop sociologique - il faudrait analyser attentivement les déclarations politiques des acteurs directs - mais cela explique en partie pourquoi la campagne des Cent Fleurs est close de cette manière. Si les Cent Fleurs avaient toutes fleuri et si les Cent Écoles s'étaient toutes exprimées, il n'aurait pas été facile de les réprimer avec des méthodes policières.

Pourquoi Mao accepte-t-il alors que la campagne des Cent Fleurs s'achève de cette façon et que la campagne contre la droite commence ? Lorsque l'affrontement se résume à deux fleurs, on peut dire que Mao prend position en faveur du Parti communiste parce qu'il espère qu'en son sein une dynamique de démocratie de masse peut être réactivée. En revanche, ce n'est pas là l'intention des anciennes élites bourgeoises. Certaines personnalités politiques et intellectuelles, celles des « partis démocratiques » en dehors du PCC, éprouvent du ressentiment à l'égard de la nouvelle élite rouge. Il est clair que le PCC a alors **une position particulièrement rigide**, mais ce n'est pas comme si les autres avaient de leur côté une quelconque ouverture vers les paysans et les travailleurs. Les membres de l'ancienne élite se considèrent encore plus comme les dépositaires de prérogatives supérieures dans le débat politique et intellectuel.

La clôture des Cent Fleurs ne ferme pas la perspective d'un mouvement de masse que Mao considère toujours comme une condition de l'invention politique. En 1958, c'est d'en bas qu'est venue la création des Communes agricoles populaires, ce sont les paysans qui ont inventé cette nouvelle forme politique. Or, aussi imprévue que soit cette invention, il y a bien en arrière-plan la ligne de masse, et en particulier la voie originale de la coopération agricole. Le PCC n'avait pas suivi la brutalité étatiste de la collectivisation en URSS, principalement parce que la coopération était basée sur une initiative majeure des paysans eux-mêmes. En 1955, Mao a publié *L'essor du socialisme dans les campagnes chinoises*, un recueil d'articles et de rapports d'enquête sur les inventions réalisées dans les campagnes dans le cadre de la collectivisation agricole. « L'essor » anticipe sémantiquement le Grand Bond.

Le « vent communiste »

En ce qui concerne les obstacles rencontrés dans la création des Communautés Populaires, il y en a certains qui sont difficiles à déchiffrer. Par exemple, en quoi ce que l'on a appelé le « vent communiste » a-t-il été un obstacle ? Au demeurant, drôle de nom que celui d'obstacle pour une expérience communiste...

En effet, ce qu'on appelle le « **vent communiste** » est pour Mao une négation arbitraire de la loi de la valeur. Dans la pratique, l'échange entre les unités de production agricole et l'État (mais aussi entre les équipes, les brigades et les Communes) prenait la forme de réquisitions : les cadres décidaient de la quantité à produire et de la quantité à prélever sur la production. Mao s'est opposé à tout cela dès le début. Le « vent communiste » n'a rien à voir avec le communisme au sens où il s'y agit de surmonter les différences entre la ville et la campagne, entre les ouvriers et les paysans, entre le travail manuel et le travail intellectuel. Le « communisme » devient le prétexte à un dirigisme débridé. Mao répète à l'envi qu'il est absolument inadmissible de s'approprier les produits des paysans sans les payer. Le « vent communiste » ne produit pas seulement un grand mécontentement de la part des paysans qui se voient arbitrairement confisquer leur production, mais il alimente en même temps une dynamique encore plus perverse, celle des fausses statistiques.

Les dirigeants centraux, Mao en tête, ne tardent pas à prendre conscience de ce phénomène. Mao intervient à plusieurs reprises pour dire que **les fausses statistiques** non seulement ne servent à rien et empêchent certainement la planification centrale, mais pire encore elles constituent une pression intolérable sur les paysans. En effet, dans la pratique, des objectifs de production inatteignables ont été fixés, puis imposés aux paysans par les cadres de base. Une dynamique de compétition bureaucratique se produit alors entre les cadres de base qui imposent ces quotas de production et les transmettent comme déjà réalisés aux cadres moyens, lesquels les transmettent ensuite aux cadres supérieurs, et de là aux cadres centraux. Il en résulte un grand mécontentement de la part de la paysannerie et une incapacité de l'État à remplir ses fonctions de planification dans le sens susmentionné. Les fausses statistiques n'étaient pas seulement le résultat de l'abolition arbitraire de l'échange à valeur égale, mais elle s'avéraient l'« échange »... entre des produits inexistantes.

Le choc politique de la conférence de Lushan

La conférence de Lushan a été planifiée et organisée depuis le printemps 1959 comme un moment pour rectifier une série d'erreurs dans le mouvement actuel, mais personne ne prévoit l'émergence d'une impasse aussi grave. Mao est très actif dans la préparation des détails de cette conférence. Afin de rectifier les erreurs, une condition préalable que Mao pose à tous les niveaux du parti est d'élever le niveau théorique. L'un des principaux objectifs est une grande campagne d'étude sur les questions d'économie politique. Les campagnes d'études théoriques ont été un objectif récurrent des initiatives politiques de Mao jusqu'aux dernières années de la Révolution culturelle.

À cette époque, Mao a proposé d'**étudier de manière critique l'économie politique soviétique**, afin de comprendre dans quelle mesure ce cadre théorique et pratique fonctionne ou ne fonctionne pas pour l'expérimentation politique en cours en Chine. Entre 1959 et 1960, Mao se lance dans une étude méticuleuse des questions théoriques et pratiques de la planification soviétique. En préparation de la conférence de Lushan, Mao élabore un programme d'étude détaillé et diversifié aux différents niveaux du parti. La direction centrale doit étudier directement le *Manuel soviétique d'économie politique* et les écrits de Staline sur l'économie politique. Les cadres moyens doivent disposer d'outils plus accessibles,

de textes qui résument de manière plus simple les termes de la théorie économique élaborée dans le Manuel. Pour les cadres de base, ceux qui ne savent peut-être même pas écrire, il faut rédiger des documents d'étude dans lesquels on explique en termes simples que l'échange à valeur égale est irréaliste, que l'invention de fausses statistiques est préjudiciable à tous et qu'il faut être capable de s'opposer aux directives venues d'en-haut lorsqu'elles sont erronées. La capacité de critiquer les niveaux supérieurs est un thème que Mao a abordé depuis le début de la conférence, et même avant.

La conférence de Lushan commence dans une ambiance essentiellement optimiste ; au début tout le monde semble être d'accord sur les questions fondamentales. À un moment donné, l'affrontement avec Peng Dehuai émerge, mêlé à un thème qui deviendra l'étincelle de la Révolution culturelle six ans plus tard, la référence à la figure de Hai Rui. Il s'agit d'un fonctionnaire impérial de l'ère Ming qui connaît une « vie après la mort » inattendue, précisément à la suite de la conférence de Lushan. Il est singulier qu'une référence historiographique, qui plus est largement métaphorique, soit devenue un sujet politique aussi brûlant. La lutte idéologique, qui pour Mao est toujours imbriquée dans la lutte politique, voire en est une condition préalable, est particulièrement marquée par la contingence, en tout cas elle n'est jamais linéaire, elle acquiert sa cohérence logique au cours de son propre développement.

C'est Mao lui-même qui a mentionné Hai Rui pour la première fois. Il le mentionne au printemps 1959, quelques mois avant la conférence de Lushan, comme un « exemplum » assez abstrait d'un fonctionnaire ayant eu la capacité de s'opposer à l'empereur. Hai Rui l'était dans l'imaginaire culturel plus ou moins populaire. Mao l'a cité pour exhorter les cadres de base à ne pas obéir aveuglément aux directives erronées des cadres supérieurs, notamment les plans de production imaginaires à l'origine de fausses statistiques.

Les choses prennent ensuite une tout autre tournure. À Lushan, **Hai Rui devient une bannière** permettant à Peng Dehuai de nier toute valeur aux Communes paysannes et à l'initiative politique. Hai Rui est alors cité non pas pour critiquer vers le haut, mais pour critiquer vers le bas toute expérimentation politique. Mao dit que Hai Rui a « changé de maison », qu'il était de gauche, qu'il est devenu de droite, mais qu'il n'est d'accord qu'avec le Hai Rui qui est de gauche.

La controverse se déroule en fait très ouvertement, tout à fait différemment de la manière dont elle est présentée par l'historiographie dominante à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine. La version courante est, comme chacun sait, que Mao a été un empereur despotique et capricieux qui, à la première objection de l'un de ses ministres, lui a coupé la tête ou presque. C'est absolument faux. Il est prouvé que Mao a attendu quelques semaines avant de répondre à Peng, qu'il a fait circuler sa lettre et qu'il en a discuté dans les différents lieux de conférence.

La position de Peng est très claire : le mouvement de la Commune populaire n'est que du « fanatisme petit-bourgeois ». Il faut revenir à la « situation normale d'avant 1957 » et arrêter toute expérimentation de masse, en utilisant des méthodes militaires. Pour Peng, il n'y a rien à rectifier, mais les Communes populaires doivent être écrasées par l'intervention de l'armée. C'est exactement ce qu'il dit : il faut faire comme lors de la répression du soulèvement au Tibet ou du bombardement de Quemoy, la petite île en face de Taïwan. Peng, qui se présente comme un défenseur des paysans, qui brandit le drapeau paysan contre le despotisme de Mao, veut en fait que l'on ramène les paysans à l'ordre en ouvrant une véritable guerre civile contre eux. Ce n'est pas un hasard s'il est attaqué comme chef d'un « club militaire ».

Peng se retrouve rapidement isolé, car tout le monde comprend qu'il propose une catastrophe, le suicide politique du PCC. Lorsque Mao lui répond, et il le fait avec beaucoup de détermination, Peng capitule presque immédiatement en disant qu'il n'a pas bien compris ce qu'il disait. Les récits de la Conférence de Lushan, disponibles depuis de nombreuses années, sont passionnants et montrent une situation bien différente de ce qui est officiellement raconté par le gouvernement chinois ainsi que par la quasi-totalité de l'historiographie spécialisée.

Cependant, la lettre de Peng soulève **un dilemme crucial** : quel est le rôle des paysans dans l'État socialiste ? Il n'y a pas de modèle, car le modèle soviétique ne prévoit aucun rôle politique actif pour les paysans, la collectivisation est imposée d'en haut et les paysans ne peuvent qu'obéir aux ordres. D'autre part, le rôle politique des paysans ne peut même pas être celui qu'ils ont joué pendant la guerre populaire prolongée.

Trouver un point de vue unitaire au sein du Parti pour poursuivre l'expérience s'avère impossible après l'attaque frontale du ministre de la Défense. Beaucoup ne sont pas d'accord avec lui parce qu'il est absurdement aventuriste, mais il devient rapidement clair que Peng reflète une attitude répandue au sommet du Parti, un scepticisme sous-jacent quant aux capacités politiques des paysans. En effet, même le dirigisme, le « vent communiste », les fausses statistiques et tous les obstacles rencontrés par

les Communes convergent vers le problème non résolu du rôle des paysans dans le cadre du socialisme d'État. L'opinion la plus répandue aux différents niveaux du Parti était que le rôle des paysans était de produire davantage.

Mais **avec les Communes**, un véritable rôle politique est apparu : inventer de nouvelles formes de socialité dans les campagnes, de nouvelles institutions politiques et aussi de nouvelles formes de relation avec le pouvoir central. Le fait que les Communes populaires aient une capacité de décision non seulement dans la production, mais aussi dans la gestion de la vie collective, des cantines, des écoles, qu'elles aient même une milice armée, les caractérise comme des inventions qui vont dans le sens de ce qui, dans la vision de Marx et de Lénine, devrait être la réduction de la séparation de l'appareil militaire et bureaucratique de la société, dans la perspective de l'extinction de l'État. Sur ce point, le Parti dans son ensemble est extrêmement sceptique et, dans de nombreux cas, profondément opposé.

La conférence de Lushan se termine par le renvoi du ministre de la Défense, mais marque également **l'arrêt de toute l'expérience**. Mao déclare que ce qui peut continuer doit continuer, que même si seulement 30 % des cantines collectives ou des écoles populaires fonctionnent, c'est toujours un bon succès, mais il admet que certaines parties de l'expérience peuvent être temporairement suspendues. Mao est contraint à un repli stratégique, admet ses erreurs, mais souligne une fois de plus sa conception expérimentale du communisme : nous expérimentons quelque chose de nouveau, nous commettons donc des erreurs. Il dit : « nous payons nos frais de scolarité » dans le sens où les erreurs ont un prix à payer, pour apprendre il faut faire des erreurs, donc nous les payons, mais nous devons être capables de les rectifier.

La retraite stratégique de Mao a immédiatement donné du souffle à des positions qui n'avaient toute capacité politique des paysans. Plus en général, le style bureaucratique hiérarchique revient en vogue à tous les niveaux. Cela se voit clairement dans les initiatives prises par Mao pour relancer une dynamique politique à partir de la base, à laquelle la direction du Parti s'est toujours opposée. On peut en citer au moins deux : la « Conférence des 7000 » de 1962 et le *Mouvement pour l'éducation socialiste* de 1963-1965.

Les « 7000 » sont des cadres moyens et de base qui sont venus à Pékin de tout le pays pour discuter de la manière de faire l'autocritique des erreurs commises au cours des années précédentes. Mao lui-même fait son autocritique. Il prononce un célèbre discours sur le « centralisme démocratique » dans lequel il se concentre précisément sur la question de la démocratie de masse et critique le style néfaste des cadres dirigeants qui ne supportent pas d'être critiqués par leurs subordonnés, ni même d'écouter leur opinion.

Pour ne citer qu'un point très connu, lors de cette réunion, les dirigeants suprêmes, Liu Shaoqi en tête, avaient préparé un rapport qu'ils demandaient d'approuver à main levée, en principe à l'unanimité. Au lieu de cela, Mao a proposé que le rapport ne soit pas présenté et lu directement en plénum mais qu'il soit distribué à l'avance et discuté en groupes dans les différents sous-comités par ces cadres, qui sont les plus proches des situations locales. Le rapport est ensuite corrigé sur la base de cette discussion, mais Mao doit peser de tout son poids pour changer une procédure normale pour les autres dirigeants.

Une autre initiative politique de Mao est, entre 1963 et 1965, **le Mouvement d'éducation socialiste**. Là encore, son idée est qu'à partir d'une mobilisation par le bas, les cadres de base vont développer des compétences critiques et autocritiques pour rectifier les erreurs et inventer politiquement de nouvelles voies. À l'inverse, pour les autres dirigeants centraux, le Mouvement d'éducation socialiste est conçu comme une opération dans laquelle des « équipes de travail » composées de dirigeants intermédiaires et supérieurs sont envoyées d'en haut pour discipliner les cadres de base. Le point de divergence est toujours le même : la capacité autonome à corriger les insuffisances de l'expérimentation, contre une position dirigiste.

En tout cas, **Mao est très isolé**. Lors de la célèbre conversation de l'été 1965 avec André Malraux, rapportée dans ses *Antimémoires*, Mao lui dit : « Je suis seul ». Malraux remarque : « Vous avez souvent été seul », et Mao répond : « Je suis seul avec les masses ». Au-delà de l'invention littéraire, Malraux saisit bien un point-clé de la situation.

La critique de « Hai Rui »

Yao Wenyuan écrit sa critique de *La destitution de Hai Rui* vers l'été 1965, au moment où Mao dit à Malraux qu'il est « seul avec les masses ». Pour sortir de l'isolement, Mao n'a pas de plan clair et ne peut compter que sur très peu d'alliés. Il ne prend pas l'initiative mais soutient l'essai de Yao Wenyuan, promu par Jiang Qing et Zhang Chunqiao, le lit et suggère probablement des corrections. Il l'évalue positivement, mais ni lui ni Jiang et Zhang ne prévoient qu'il pourrait déclencher un moment aussi décisif.

L'objet du litige est, comme on le sait, un drame historique, ou plutôt un opéra de Pékin de style classique, écrit par un célèbre historien, Wu Han, au lendemain de la conférence de Lushan. L'œuvre *La destitution de Hai Rui* a ensuite été retravaillée et mise en scène en 1962. Sans trop entrer dans les détails, qui sont néanmoins passionnants, le Hai Rui que Wu Han met en scène s'est « déplacé » encore plus à droite ; il n'est plus du tout celui qui a pu s'opposer à l'empereur, mais il est surtout celui qui défend les paysans, en l'occurrence des paysans qui, dans le drame, sont des masses amorphes seulement capables de s'agenouiller devant le grand fonctionnaire pour implorer son intervention en leur faveur.

Comme le montre Yao en détail, l'épine dorsale de l'intrigue, des personnages et des dialogues de ce drame historique est l'impuissance politique des paysans et l'omnipotence des fonctionnaires. Hai Rui est toujours prêt à écouter les plaintes de la plèbe et à punir les fonctionnaires corrompus, mais il est finalement démis de ses fonctions parce que ses ennemis, ceux qui oppriment les paysans, le dénigrent et veulent se débarrasser de lui.

Le texte de Yao est très bien écrit. Les aspects théâtraux, politiques et historiographiques sont examinés avec une grande compétence et une grande capacité d'analyse. Outre le fait qu'il démonte, à l'aide d'outils philologiques raffinés, l'image d'un personnage historique défenseur infatigable des paysans, en démontrant qu'il était au contraire aussi répressif que ses propres ennemis, Yao met l'accent sur un point essentiel : *Hai Rui démis de ses fonctions* met en scène l'impuissance structurelle des paysans par rapport à la politique et à l'État.

Il est extraordinaire que les questions soulevées par la critique d'un drame historique aient suscité une tension intellectuelle et politique aussi intense que celle qui a conduit à la Révolution culturelle.

Une première raison tient aux **qualités intrinsèques du théâtre**, dans lequel la dimension proprement subjective des personnages, ce qu'ils font et disent sur scène, importe bien plus que ce qu'ils « représentent ». En ce sens, l'angle d'attaque de la critique de Yao est proprement théâtral. Dans un premier temps, Yao analyse les déclarations des personnages sur scène, avant qu'ils ne « représentent » certaines figures sociales. Yao traite les dialogues de *La destitution de Hai Rui* comme des déclarations politiques. Ceux du grand fonctionnaire sont des déclarations d'omnipotence politique, ceux des paysans d'impuissance totale.

Il y a aussi **un trait caractéristique de l'opéra de Pékin**, celui qui intéressait tant Brecht, comme exemple de « distanciation ». Dans l'opéra de Pékin, les personnages, les dialogues et les mouvements sur scène n'ont pas grand-chose de « naturaliste », ils sont même très formalisés, ce qui accentue les enjeux subjectifs de la situation théâtrale. Il faut aussi considérer que l'idée de critiquer le drame de Wu Han vient initialement de Jiang Qing qui, dans ces années-là, mène une grande réforme de l'Opéra de Pékin, celle qui a donné naissance aux fameux « Opéras modèles » sur les thèmes de la lutte révolutionnaire. Dans le groupe qui promeut initialement cette critique, il y a donc certainement des évaluations et des réflexions au sein du théâtre. Il est probable que Jiang Qing ait elle-même inspiré cet angle critique de l'essai de Yao.

La critique de Yao, précisément en s'adressant directement au terrain théâtral, réussit à contourner le cadre historiciste de classe qui a constitué l'« **obstruction** » de la politique paysanne du Parti communiste - la catégorie que vous proposez dans vos notes d'étude semble très efficace ici - et qui bloque également un bilan de l'affrontement de Lushan pour la gauche. Dans les catégories du « classisme » et du « matérialisme historique », la subjectivité politique de la paysannerie est inexistante. La limite interne, ou l'obstruction comme vous le proposez, est qu'en termes d'histoire de la lutte des classes, la place de la paysannerie dans le socialisme est loin d'être évidente. La classe avancée est le prolétariat, la paysannerie est un allié qui suit la voie ouverte par le prolétariat et son parti. Au lieu de cela, Yao va directement au cœur du problème, examine les déclarations, ou plutôt les intentions subjectives que les personnages déclarent. Non pas que Yao exclue la perspective de classe, mais il se concentre d'abord sur les positions subjectives des personnages. De cette manière, il va au cœur de l'affrontement de

Lushan six ans plus tôt, qui était resté « obstrué » par la vision classiste et les lois du développement historique.

La position de Wu Han est exemplaire à cet égard. Il est parfaitement au courant de ce qui s'est passé à la conférence de Lushan - il est en contact indirect avec la direction du parti - et dans le drame, il met en scène bien plus que le « renvoi » d'un ministre ; il saisit en effet à travers la « fable théâtrale » l'essence de la confrontation subjective qui a eu lieu en 1959, même s'il prétend ensuite que le drame n'a rien à voir avec cette confrontation.

D'autre part, **Wu Han est avant tout un historien**, et lors de la controverse ouverte par la critique de Yao, il réitère ce qu'il avait écrit sur Hai Rui dans un long essai historiographique rédigé à l'occasion de la Conférence de Lushan. Wu se défend contre la critique de Yao principalement avec les arguments des « rapports de classe » et du « développement de l'Histoire ». Selon lui, les paysans ne représentent pas les nouveaux rapports de production et ne peuvent donc pas, en tant que « classe », promouvoir le « développement des forces productives ». Hai Rui, en revanche, précisément en vertu de sa bienveillance à l'égard des paysans qui demandent grâce, atténue l'oppression de classe et favorise les forces productives, ce qui implique nécessairement le progrès de l'Histoire.

Il faut dire que la **critique de Yao Wen yuan** n'exclut pas pour autant la perspective classiste. Elle la met en veilleuse, parvient à contourner ses effets les plus paralysants, mais ne peut l'exclure. Ce qui, une fois de plus, constitue une « obstruction » dans la controverse qui s'ensuit. Rappelons qu'il y a une grande effervescence dans le monde intellectuel chinois, et qu'on estime à 10.000 le nombre de textes qui parviennent aux journaux de la part de lecteurs qui participent avec passion au débat. Une grande participation, si l'on tient compte du fait que les thèmes abordés exigent une certaine culture historiographique. Je crois que le débat est stimulé précisément par l'ouverture théâtrale. C'est de là que viennent les positions les plus originales dans ce débat, c'est-à-dire celles qui touchent aux nœuds subjectifs du drame de Wu Han. Les critiques du *La destitution de Hai Rui* dans une perspective « classiste », en revanche, freinent le débat, produisent peut-être des articles de « gauche » plus incendiaires, mais sont confrontées aux contre-objections de la « droite », telles que celles, mentionnées plus haut, de Wu Han sur le « développement de l'Histoire » que seulement les « fonctionnaires honnêtes » et non pas les paysans peuvent promouvoir.

En définitive, c'est là aujourd'hui le cœur idéologique de la politique du PCC à l'égard de la paysannerie chinoise : en tant que « classe », ils ne sont rien, et tout ce qu'ils ont pu inventer il y a quelques décennies, avec la création de nouvelles institutions politiques dans les campagnes, n'est qu'illusion, fanatisme qui a conduit à la catastrophe. Mais sous la direction de fonctionnaires clairvoyants et bienveillants, qui les ont libérés de l'oppression des Communes populaires qu'ils avaient eux-mêmes inventées dans leur retard, les paysans peuvent enfin apporter aujourd'hui leur contribution au développement des forces productives, c'est-à-dire de l'Histoire : ils peuvent le faire en devenant des travailleurs migrants, une force de travail bon marché, se déplaçant sans cesse d'une usine à l'autre (le temps de travail moyen chez Foxconn est de trois mois), des marchandises interchangeables sur l'un des marchés du travail les plus flexibles au monde, mais aussi l'un des plus rigoureusement disciplinés.

La destitution de Hai Rui anticipe le sort que les paysans chinois connaîtront, une fois leur « fanatisme petit-bourgeois » éliminé et la domination capitaliste rétablie.

• • •